

# Arrestations, agressions : Athènes critiquée pour la situation de ses immigrés

12 455 personnes ont été interpellées au cours du mois d'août dans une vaste opération de police. Les immigrés sont la cible d'attaques violentes menées par des groupes racistes

Athènes  
Correspondance

Dans une Grèce meurtrie par la crise, Zeus affiche un curieux sens de l'hospitalité. Le gouvernement de coalition dirigé par le premier ministre conservateur Antonis Samaras a baptisé du nom de « Xenios Zeus » (Zeus hospitalier) une opération d'arrestations et d'expulsions d'immigrés lancée le 2 août et qui se poursuit depuis. 12 455 personnes ont été interpellées, dont un peu plus de 2 000 ont été arrêtées. Environ 250 migrants ont été renvoyés vers leur pays d'origine.

L'opération fait des vagues. Elle a été dénoncée par des ONG, comme Amnesty International ou Human Rights Watch. Lors d'une visite à Athènes, jeudi 23 août, le représentant régional du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), Laurens Jolles, a alerté le ministre de la protection des citoyens, Nikos Dendias, sur « le risque que parmi les migrants arrêtés il puisse y avoir des personnes à protéger », risque accru par les défaillances de la procédure d'asile grecque.

« Xenios Zeus » s'inscrit dans un contexte de vives tensions sur les questions d'immigration, marqué par le succès électoral d'un parti néofasciste, l'Aube dorée, qui affiche un langage et un comportement musclés à l'encontre des immigrés, et par la multiplication d'attaques subies par les étrangers. Le HCR s'inquiète de la montée « des attaques raciales sur les étrangers, notamment les demandeurs d'asile et les réfugiés ».

Le 12 août, un Irakien a été agressé dans le centre d'Athènes par un groupe de gens à moto et mortellement poignardé. Le HCR et dix-neuf ONG ont dénoncé « le fait que les auteurs de telles attaques agissent sans être inquiétés ». Dans un rapport publié en juillet, HRW recense les attaques et met en évidence l'absence de réaction de la police, soupçonnée de protéger le parti Aube dorée. Une enquête de l'hebdomadaire *To Vima* a montré que ce parti réalisait des scores

importants dans les bureaux de vote situés près des casernes de police.

Plusieurs milliers de travailleurs immigrés ont manifesté, vendredi 24 août, dans les rues d'Athènes, pour protester contre les violences dont ils ont été victimes. Le cortège, composé principalement d'hommes pakistanais, protestait notamment contre l'attaque d'une mosquée au milieu du mois d'août, pendant le ramadan. Les drapeaux du parti d'extrême gauche Antarsya, très actif dans la défense des immigrés, se mêlaient aux affiches « non à l'islamophobie », « dehors les fascistes » ou « punition des fascistes qui attaquent les mosquées et insultent le Prophète ». La foule avançait d'un pas discipliné vers la place Syntagma, ponctuant sa marche d'« Allah Ahkbar », repris en chœur. « Nous protestons contre l'extrême droite, pas contre le peuple grec ou le gouvernement grec », explique Azhar, 23 ans.

La veille, un groupe de militants du parti néofasciste à Corinthe, dans le Péloponnèse, s'est opposé au transfert d'immigrés dans l'ancienne

base militaire de la ville, transformée pour l'occasion en centre de rétention pour une centaine d'immigrés arrêtés dans le cadre de l'opération policière contre l'immigration clandestine.

Le maire socialiste de la ville s'est opposé à l'utilisation de la base comme centre de détention, menaçant même de couper l'eau. Plusieurs

Dix-neuf ONG  
ont dénoncé  
« le fait que les auteurs  
de telles attaques  
agissent sans être  
inquiétés »

élus locaux du nord de la Grèce, où ont été envoyés de nombreux immigrés arrêtés, se sont également opposés à l'ouverture de tels centres. Le gouvernement grec s'est plusieurs fois engagé à construire des centres de détention, pour lesquels il peut bénéficier de fonds européens, mais sans jamais tenir ses promesses. Les conditions de détention des immi-

grants en Grèce ont été dénoncées dans plusieurs rapports d'ONG. Ces opérations policières ne sont pas propres à la droite de Nouvelle Démocratie. L'ancien ministre socialiste de la protection des citoyens, Michalis Chryssohoidis, avait lancé une opération de « nettoyage » du centre d'Athènes, peu avant le scrutin législatif du 6 mai. Son successeur, Nikos Dendias, a employé les grands moyens pour « Xenios Zeus ».

« Le problème de l'immigration est peut-être encore plus important que le problème économique », a estimé le ministre comparant « l'invasion des immigrés » à celle des Doriens, à la fin du deuxième millénaire avant Jésus-Christ. Le premier ministre, Antonis Samaras, se félicite de l'action de son ministre, qui reçoit le soutien d'une « vaste majorité de Grecs », tout en liant immigration clandestine et criminalité.

M. Dendias s'est engagé devant le représentant du HCR à mettre en place une force spéciale contre les attaques racistes, qui s'attaqueraient à ces brigades motorisées qui chassent les immigrés. ■

ALAIN SALLES



Environ 3 000 personnes ont défilé dans le centre d'Athènes, vendredi 24 août. PETROS GIANNAKOURIS/AP PHOTO